



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
7 septembre 2015

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

AVEC LES MIGRANTS, CONTRE NOS VRAIS ENNEMIS

Le gouvernement de Merkel, qui se posait en exemple de générosité en Europe, vient cette semaine de rétablir les contrôles à la frontière avec l'Autriche, sous prétexte que certaines villes seraient « débordées ». En réalité, il ne s'agit que d'un geste politicien minable vis-à-vis de la droite de son parti et un sordide marchandage sur la répartition de l'accueil avec les autres gouvernements européens.

Organiser l'accueil de centaines de milliers de réfugiés, immédiatement, est tout à fait à la portée des pays riches de l'Europe. L'Allemagne l'a fait après la chute du mur de Berlin lors de la réunification de l'est avec l'ouest du pays. À la fin de la guerre d'Algérie, De Gaulle en a fait autant avec le million de Pieds-noirs rapatriés en France.

La palme de l'hypocrisie revient à Hollande. Que propose-t-il ? Accueillir en France... 24 000 réfugiés sur deux ans, tout en larguant des bombes sur la Syrie ! Comme si les bombes n'allaient pas jeter toujours plus de réfugiés sur les routes. Hollande s'est mis à parler de l'offensive du « Bien » contre le « Mal ». Ça rappelle Georges Bush. On sait pourtant que les frappes aériennes sont les premières responsables de l'essor de l'État islamique en Irak...

On ne lutte pas contre le chômage en repoussant nos frères et sœurs venus d'ailleurs

Certains travailleurs se disent qu'il y a trop de chômage en France pour pouvoir accueillir les réfugiés. Mais réfléchissons une seconde : est-ce en refusant de les accueillir que nous allons faire baisser le chômage et obtenir des logements corrects ? Quand les patrons licencient, ce n'est pas parce que l'économie ne fournit pas assez d'emplois. C'est pour surexploiter ceux qu'ils gardent au travail et faire exploser les dividendes de leurs actionnaires. Quant aux logements vides, ce ne sont pas les étrangers qui s'opposent à leur saisie mais la justice et la police

CODE DU TRAVAIL ILLISIBLE ?

Manuel Valls prétend que le Code du travail serait un frein à l'emploi, car complexe et illisible. Mais ce qui le rend illisible, ce sont toutes ces dérogations qui permettent au patronat de s'affranchir des règles

pourtant chargées d'appliquer les lois de réquisition ! Le chômage, la crise du logement, ce n'est pas une fatalité. C'est une affaire de rapport de force, le résultat de la guerre de classe entre la bourgeoisie d'un côté, et de l'autre l'ensemble des exploités, avec ou sans patrons.

Notre force, c'est la solidarité

Parmi les réfugiés, bon nombre ont lutté contre leurs dictateurs. Ce ne serait pas du luxe de les avoir à nos côtés, de profiter de leur détermination, de leur courage. Les emplois à pourvoir, ce n'est pas ce qui manque, dans les hôpitaux ou les écoles, dans les bureaux de poste ou les transports, dans les usines où la charge de travail est de plus en plus insupportable. Il y aurait de quoi partager le travail entre tous, lancer un vaste plan de construction de logements, en prenant sur les profits et toutes les subventions versées au grand patronat. Bien sûr, tout ceci, il faudra l'imposer aux riches et aux capitalistes. Et comment faire ? En nous tenant les coudes !

Nous, travailleurs, avons tout intérêt à témoigner activement notre solidarité envers ces travailleurs migrants. Ils peuvent être nos prochains alliés dans les luttes contre le chômage et les bas salaires, pour la justice sociale. Refusons de nous laisser diviser par des frontières et des préjugés. Notre intérêt commun est de nous battre ensemble face au patronat et aux gouvernements qui répandent chômage, guerre et misère aux quatre coins du monde.

générales. Or que propose le gouvernement ? De démultiplier ces dérogations par des accords d'entreprise, arrachés à coups de chantage à l'emploi, pour faire reculer les droits des travailleurs.

La seule chose lisible pour le patronat, c'est que les travailleurs montrent leur force.

Ce tract t'a plu ? Oublies-le où tu veux qu'il soit lu...

Ce tract t'a plu ? Oublies-le où tu veux qu'il soit lu...

Précaire un jour, précaire pour toujours ?

PSA et Manpower se félicitent d'avoir signé lundi dernier un accord qui pourrait conduire à l'embauche de 300 CDI-intérimaires d'ici fin 2017. Ce nouveau contrat où l'intérimaire touche une rémunération entre 2 missions peut rappeler la prestation.

Mais entre deux missions, finies la prime de précarité. Et les clauses exactes du contrat restent à la discrétion des deux entreprises. À Montluçon par exemple, l'entreprise Adecco BTP a imposé que les intérimaires restent disponibles dans la demi-journée pour toute mission dans un rayon de 30 km. Bref, boîtes d'intérim et clients se payent des serfs à bon compte. D'autant qu'il n'y a pas de cotisation chômage sur les contrats de moins d'un mois. De la sous-prestation mais de la surexploitation comme auparavant.

Quand on a contre soi la médecine et la loi...

L'inspection du travail de Metz a refusé la demande de licenciement du médecin du travail de PSA Metz-Borny, Isabelle Kryvenac. Elle refusait de faire des rapports favorables à la direction, de ne pas donner les informations aux syndicats lors des CHSCT, ou de prescrire des inaptitudes physiques au poste plutôt que des restrictions médicales. Dans un cas, ça facilite le licenciement, dans l'autre la direction est tenue de trouver un poste aménagé.

La direction voulait un bon toutou. Face à un médecin fort du soutien de centaines d'ouvriers de Borny et d'ailleurs, elle s'est fait mordre les doigts.

Patrons gagnant-gagnant, salariés perdant-perdant

En Moselle, la direction de l'usine d'assemblage automobile Smart du groupe Daimler-Mercedes (7,3 milliards d'euros de bénéfices nets en 2014 !) a organisé une consultation auprès de ses 800 salariés : travailler 39 heures payées 37 et un gel des salaires, en échange elle prétend « assurer l'avenir de l'entreprise » pour 5 ans.

Le vote a été favorable à 56 %. Comme dans toutes les entreprises qui ont fait ce chantage, les économies réalisées financeront les licenciements futurs, voire la fermeture. En réalité, 74 % des cadres ont dit oui (ils se sont fait sucrer 10 jours de RTT mais sont au forfait jour et pas sur chaînes), 61 % des ouvriers ont refusé : si le « oui » l'a emporté, une partie des salariés n'a pas encore dit son dernier mot.

L'« échange », pour eux, c'est le vol !

Pour faire avaler l'accord, la direction de Smart a fait peser la vague promesse d'une rallonge de 120 € bruts par mois (environ 100 € nets) pendant la durée de l'accord, ainsi qu'une hypothétique prime de

1 000 € payable en 2 fois (fin 2015 et 2016 ?).

Si la direction avait eu à payer 4 heures sup par semaine, les salariés au Smic auraient touché environ 260 € nets par mois de plus au lieu de 190 en comptant la prime bidon. La direction économise donc au moins 70 € par mois et par salarié. Quant à la prime de 1 000 €, elle n'engage pour le moment que ceux qui y croient...

Accords bidons, chantage à l'emploi : il y a des précédents

Sur le site PSA de Ryton en Angleterre, la direction a imposé sacrifices sur sacrifices à coups de chantages à la fermeture (comme chez Smart). 4 500 en 2003, les salariés n'étaient plus que 2 300 en 2007. Entre temps, baisse de 20 % des salaires, suppression de l'équipe de nuit et de l'équipe VSD, soit 1550 licenciements. PSA, qui avait touché 20,8 millions d'euros de subventions depuis 2003, annonce en 2007 la fermeture du site : 2 300 licenciements et suppression de 12 000 emplois induits dans le secteur.

Les exemples se sont multipliés ces dernières années : Renault Vilvorde, Bosch Vénissieux, GM Strasbourg, Goodyear, Continental Clairoix, Peugeot Motorcycle dans Doubs & Haut-Rhin... Plus on cédera aux patrons, plus on financera nous-mêmes notre licenciement et la fermeture de nos boîtes.

Il ne roulerait pas à l'hélium ?

Commentant sur BFM, l'arnaque et le chantage auxquels ont été soumis les salariés de SMART, Tavarès s'est empressé de saluer une « bouffée d'oxygène ». Et d'encenser le « dialogue social » avant de rappeler hypocritement la nécessité d'une réglementation du travail... la plus flexible possible.

Nous savons à quoi nous attendre.

Une lutte qui paye

En deux jours de grève, les salariés de la centrale thermique de Renault-Cléon ont obtenu l'alignement de leur salaire sur les autres centrales de Renault, soit 20 % d'augmentation. Qui dit mieux ?

Noir, c'est noir

Qui est le champion du travail au noir ? Le ministère de la justice ! Selon un rapport interministériel, l'Etat y emploie au noir plus de 50 000 vacataires, dont 40 500 traducteurs, experts, enquêteurs sociaux. Ils n'ont ni fiche de paie, ni droits au chômage ou à la retraite... l'Etat se dispensant de verser des cotisations sociales pour ces travailleurs.

Enfin un ministère responsable, qui a compris que pour pouvoir mieux invoquer le déficit de la Sécurité pour réduire les prestations pour les salariés, il fallait mettre la main à la pâte, et aider un peu à le creuser !